



Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 14 juin 2007

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Finances publiques : recettes, dépenses et excédent, 2007

2

Toutes les administrations publiques du Canada, y compris le Régime de pensions du Canada et le Régime de rentes du Québec, ont enregistré un excédent consolidé pour l'exercice financier ayant pris fin le 31 mars 2007.

Le contrôle étranger dans l'économie canadienne, 2005

6

La part du contrôle étranger dans l'économie canadienne est demeurée relativement stable en 2005. Toutefois, selon un nouveau rapport, les sociétés sous contrôle canadien ont connu une meilleure année financièrement que celles sous contrôle étranger.

Régimes de pension d'employeurs (caisses de retraite en fiducie), quatrième trimestre de 2006

9

Tarifs aériens, 2004

9

Statistiques laitières, avril 2007

10

Produits pétroliers raffinés, avril 2007

10

Transport et distribution de gaz naturel, février 2007

10

Nouveaux produits

11



Communiqués

Finances publiques : recettes, dépenses et excédent

2007

Toutes les administrations publiques du Canada, y compris le Régime de pensions du Canada (RPC) et le Régime de rentes du Québec (RRQ), ont enregistré un excédent consolidé pour l'exercice financier ayant pris fin le 31 mars 2007.

Les administrations fédérale, provinciales, territoriales et locales du Canada, de même que le RPC et le RRQ, ont enregistré un excédent combiné de 29 milliards de dollars en 2007, en légère hausse par rapport à l'excédent de 28 milliards de dollars inscrit en 2006.

Il s'agit de la deuxième fois seulement en 20 ans que l'excédent atteint la barre record des 29 milliards de dollars. L'excédent enregistré en 2007 correspond à la différence entre les recettes de 603 milliards de dollars et les dépenses de 575 milliards de dollars.

Les dépenses ont augmenté de 4,9 % en 2007. Il s'agit d'un taux de croissance un peu plus rapide que celui des recettes, qui a été de 4,7 %, renversant ainsi la tendance observée pendant les dernières années. En effet, au cours des cinq dernières années, les dépenses se sont accrues de 25 %, soit à un taux un peu plus faible que le taux de croissance de 29 % observé pour les recettes.

Les trois principales composantes des recettes sont l'impôt sur le revenu, les taxes à la consommation et les cotisations aux régimes d'assurance sociale. Combinées, elles représentent plus de 70 % des recettes totales.

Les recettes provenant de l'impôt sur le revenu et des cotisations aux régimes d'assurance sociale ont maintenu une forte progression en 2007. Toutefois, la croissance des taxes à la consommation s'est affaiblie en raison de la réduction du taux de la taxe sur les produits et services (TPS) en 2006. Les recettes tirées de l'impôt sur le revenu demeurent la principale composante des recettes totales. Elles représentent 41 % de l'ensemble des recettes.

Les trois composantes ont affiché une hausse marquée au cours des cinq dernières années, soit de 31 % pour l'impôt sur le revenu, de 21 % pour les taxes à la consommation et de 24 % pour les régimes d'assurance sociale, soit le RPC et le RRQ.

Note aux lecteurs

Le Système de gestion financière (SGF) permet une présentation normalisée de la comptabilité publique pour les administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales au Canada. Les systèmes comptables des différentes administrations publiques ne sont pas directement comparables en raison des différences de politiques et de structures des administrations publiques proprement dites.

Le SGF ajuste les données des comptes publics des administrations publiques et d'autres enregistrements pour produire des données détaillées permettant des comparaisons entre les administrations publiques ainsi que des agrégats nationaux compatibles qui sont cohérents dans le temps. Par conséquent, les statistiques du SGF peuvent ne pas correspondre aux chiffres publiés dans les états financiers des administrations publiques.

L'expression **administration publique consolidée** désigne la consolidation des données financières des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales (c'est-à-dire les administrations municipales et les conseils scolaires) ainsi que du Régime de pensions du Canada (RPC) et du Régime de rentes du Québec (RRQ). La consolidation est l'agrégation des ordres de l'administration publique après l'élimination des inscriptions en double.

L'**administration publique générale** désigne des entités publiques créées et contrôlées par les administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales. Cette catégorie englobe tous les ministères et organismes, ainsi que leurs conseils, leurs commissions et leurs fonds autonomes.

Les **paiements de transfert** à d'autres ordres de l'administration publique peuvent être liés à une vaste gamme de domaines stratégiques comme la santé, l'éducation, les services sociaux, et peuvent entrer dans l'une des deux grandes catégories : les transferts à des fins générales, soit les fonds pouvant être utilisés dans quelque domaine que ce soit et les transferts à des fins particulières, soit les fonds devant être utilisés par l'administration publique qui les reçoit dans le domaine stratégique en question.

Les données de l'administration fédérale, du RPC et du RRQ portent sur les exercices financiers se terminant le 31 mars. Les données des administrations provinciales et territoriales portent sur les exercices financiers se terminant le plus près du 31 mars, et celles des administrations locales, sur les exercices financiers se terminant le plus près du 31 décembre de l'année précédente.

Toutes les statistiques présentées dans le présent communiqué sont exprimées en dollars courants.

Dépenses : hausse importante en santé et en éducation

La plus grande partie des dépenses continue d'être consacrée aux quatre composantes qui, traditionnellement, sont les plus importantes, soit la santé, l'éducation, les services sociaux et le service

de la dette, qui représentent 72 % de l'ensemble des dépenses.

Les dépenses en éducation ont grimpé de 10,2 % pour atteindre 90 milliards de dollars en 2007. Il s'agit du plus fort taux d'augmentation annuel enregistré parmi les quatre composantes. Les dépenses en santé ont progressé de 7,9 % pour s'établir à 107 milliards de dollars.

Au cours des cinq dernières années, les dépenses en santé se sont accrues de 39 %, soit la plus forte hausse parmi les quatre composantes.

Les services sociaux constituent toutefois la principale composante, ayant enregistré des dépenses se chiffrant à 172 milliards de dollars. Plus des deux tiers des dépenses au chapitre des services sociaux sont effectuées par l'administration fédérale ainsi que par le RPC et le RRQ.

Le service de la dette représentait 7,6 cents de chaque dollar de recettes des administrations publiques en 2007, en baisse par rapport aux 7,9 cents inscrits en 2006, ce qui maintient la tendance à la baisse observée au cours des 10 dernières années.

Au cours des cinq dernières années, le pourcentage des dépenses totales consacré au service de la dette a connu une chute marquée, passant de 11,3 % en 2002 à 8,0 % en 2007. Cette baisse est principalement attribuable à l'administration fédérale, pour laquelle le service de la dette a chuté, passant de 14,8 % à 9,5 % au cours de cette période.

Chiffres consolidés des administrations provinciales, territoriales et locales

Les administrations provinciales, territoriales et locales ont affiché un excédent consolidé de 7,4 milliards de dollars en 2007, en hausse par rapport à l'excédent de 6,8 milliards de dollars enregistré en 2006.

Les positions excédentaires ou déficitaires consolidées des administrations provinciales, territoriales et locales ont continué de varier entre de courtes périodes excédentaires et de courtes périodes déficitaires.

Cette variation peut être attribuable en partie à la variabilité des transferts fédéraux à des fins générales ou particulières versés aux provinces, qui ont eu une répercussion importante sur les positions excédentaires ou déficitaires des diverses administrations publiques.

Les excédents consolidés des administrations provinciales, territoriales et locales les plus élevés ont été observés en Alberta (8,7 milliards de dollars) et en Colombie-Britannique (0,6 milliard de dollars). À l'inverse, les déficits les plus importants ont été enregistrés au Québec (2,5 milliards de dollars) et en Nouvelle-Écosse (0,1 milliard de dollars).

Les recettes provenant de l'impôt sur le revenu ont grimpé de 13,0 % pour s'établir à 91 milliards de dollars

en 2007. Il s'agit du plus fort taux d'augmentation parmi toutes les composantes des recettes. Les recettes tirées de l'impôt sur le revenu représentent 24 % des recettes totales.

Bien que les recettes provenant de l'impôt sur le revenu pour l'ensemble des administrations publiques aient augmenté au cours des cinq dernières années, des accroissements importants concernant l'impôt sur le revenu pour les administrations provinciales, territoriales et locales ne sont survenus qu'au cours des trois dernières années. Entre 2004 et 2007, les recettes au chapitre de l'impôt sur le revenu se sont accrues de plus de 40 %.

Des hausses des recettes consolidées des administrations provinciales, territoriales et locales peuvent également être observées en raison de changements touchant les recettes au chapitre des transferts à des fins générales ou particulières, essentiellement des transferts versés par l'administration fédérale. Ces recettes ont augmenté de 57 % au cours des cinq dernières années.

Les dépenses en santé et en éducation : les composantes les plus importantes pour les administrations provinciales, territoriales et locales

Les secteurs de la santé et de l'éducation ont continué de représenter les plus importantes dépenses consolidées des administrations provinciales, territoriales et locales. En 2007, les dépenses consolidées de ces secteurs ont grimpé de 8,1 % et de 10,3 % respectivement.

En 2007, ces dépenses seules représentaient plus de 50 % de toutes les dépenses.

Au cours des cinq dernières années, les dépenses ont augmenté de 38 % dans le secteur de la santé et de 35 % dans le secteur de l'éducation.

Les chiffres consolidés des administrations provinciales, territoriales et locales quant au service de la dette ont diminué au cours des 10 dernières années, suivant en cela la tendance observée pour l'ensemble des administrations publiques. Le service de la dette représentait 7,0 cents de chaque dollar de recettes des administrations publiques en 2007, en baisse par rapport aux 7,3 cents inscrits en 2006.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 385-0001 à 385-0009, 385-0021 à 385-0024, 385-0027 et 385-0028.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 1709, 1713 et 1735.

Il est également possible de consulter en ligne des tableaux de données sur les finances du secteur public

dans le module *Comptes économiques nationaux* de notre site Web.

Des données peuvent être obtenues sous forme de totalisations spéciales faites sur demande. Pour obtenir plus de renseignements sur les produits et les services, communiquez avec Jo-Anne Thibault au 613-951-0767 (jo-anne.thibault@statcan.ca), Division des institutions publiques.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Mike Riem au 613-951-1809 (mike.riem@statcan.ca) ou avec Claude Vaillancourt au 613-951-1820 (claire.vaillancourt@statcan.ca), Division des institutions publiques.

□

Sources de recettes et de dépenses par fonction, administrations publiques consolidées¹, Canada, 2002 et 2007

Administrations publiques consolidées	2002	2007	2002 à 2007 variation annuelle moyenne en %
	en millions de dollars		
Recettes			
Impôt sur le revenu	188 011	246 232	5,5
Taxes à la consommation	88 987	107 300	3,8
Impôts fonciers et impôts connexes	41 730	51 417	4,3
Autres impôts	14 940	19 702	5,7
Primes d'assurance-maladie et d'assurance-médicaments	2 282	3 327	7,8
Contributions aux régimes de sécurité sociale	59 953	74 369	4,4
Vente de biens et de services	34 594	45 890	5,8
Revenus de placements	32 269	47 468	8,0
Autres recettes de sources propres	5 381	7 512	6,9
Recettes totales	468 149	603 216	5,2
Dépenses			
Services généraux de l'administration publique	15 765	19 956	4,8
Protection de la personne et de la propriété	35 218	45 301	5,2
Transports et communications	18 628	26 051	6,9
Santé	76 935	106 850	6,8
Services sociaux	141 751	172 374	4,0
Éducation	66 559	89 679	6,1
Conservation des ressources et développement de l'industrie	16 329	19 908	4,0
Environnement	9 853	14 355	7,8
Loisirs et culture	11 347	14 584	5,1
Travail, emploi et immigration	3 019	2 582	-3,1
Logement	3 420	4 782	6,9
Affaires extérieures et aide internationale	4 562	6 654	7,8
Planification et aménagement des régions	2 099	2 475	3,4
Établissements de recherche	1 767	1 995	2,5
Service de la dette	52 075	46 107	-2,4
Autres dépenses	1 979	960	-13,4
Dépenses totales	461 306	574 611	4,5

1. Les données consolidées des administrations publiques fédérale, provinciales, territoriales et locales englobent les données de l'administration publique fédérale pour les exercices financiers se terminant le 31 mars, les données des administrations publiques provinciales et territoriales pour les exercices financiers se terminant le plus près du 31 mars et celles des administrations publiques locales pour les exercices financiers se terminant le plus près du 31 décembre de l'année précédente.

Excédent ou déficit selon l'ordre de l'administration publique

	2003	2004	2005	2006	2007
	en millions de dollars				
Administrations publiques provinciales, territoriales et locales					
Terre-Neuve-et-Labrador	-254	-346	-1	234	-16
Île-du-Prince-Édouard	-110	-156	37	23	4
Nouvelle-Écosse	-132	63	218	493	-114
Nouveau-Brunswick	-67	-101	148	3	0
Québec	-5 123	-5 228	-1 859	-4 413	-2 541
Ontario	-3 817	-5 308	-1 762	-1 890	365
Manitoba	81	-136	496	162	71
Saskatchewan	-698	-254	722	575	100
Alberta	3 161	4 432	5 942	9 702	8 691
Colombie-Britannique	-2 138	-1 085	2 582	1 840	578
Yukon	-14	-11	8	-20	8
Territoires du Nord-Ouest	-119	-101	-52	-9	-8
Nunavut	-15	-49	-76	87	242
Total	-9 246	-8 282	6 404	6 786	7 381

Le contrôle étranger dans l'économie canadienne 2005

La part du contrôle étranger dans l'économie canadienne est demeurée relativement stable en 2005. Toutefois, selon un nouveau rapport, les sociétés sous contrôle canadien ont connu une meilleure année financièrement que celles sous contrôle étranger.

Parmi les quelque 1,2 million de sociétés qui faisaient affaire au Canada en 2005, moins de 1 % étaient sous contrôle étranger, soit un pourcentage qui a très peu changé avec le temps.

En dépit de leur nombre peu élevé, les sociétés sous contrôle étranger continuent de faire partie intégrante de l'économie canadienne. Elles sont à l'origine de 21,2 % de l'actif des sociétés au Canada, de 29,9 % des revenus d'exploitation et de 30,5 % des bénéfices d'exploitation. Ces parts sont demeurées relativement stables depuis 2000.

Cependant, les sociétés sous contrôle canadien ont connu une croissance plus rapide dans l'ensemble des trois éléments servant à mesurer le contrôle étranger, soit l'actif, les revenus d'exploitation et les bénéfices d'exploitation.

L'actif des sociétés sous contrôle canadien a crû de 5,5 % pour s'établir à 4,1 billions de dollars en 2005, soit près du double du taux de croissance de 2,8 % des sociétés sous contrôle étranger, dont l'actif a atteint 1,1 billion de dollars.

Sur le plan des revenus, les sociétés sous contrôle canadien ont gagné 2,0 billions de dollars, en hausse de 6,9 % par rapport à 2004. Les revenus des sociétés sous contrôle étranger ont augmenté de 6,1 % pour s'établir à 851 milliards de dollars.

Les bénéfices des sociétés sous contrôle étranger ont crû de 12,5 % pour s'établir à 76,2 milliards de dollars, comparativement à un accroissement de 15,9 % pour les sociétés sous contrôle canadien, qui ont affiché des bénéfices de 173,6 milliards de dollars.

La taille des sociétés sous contrôle étranger est généralement plus grande

Les sociétés sous contrôle étranger sont habituellement de plus grande taille que les sociétés sous contrôle canadien.

En 2005, les plus grandes sociétés sous contrôle étranger, celles dont les revenus s'élevaient à 25 millions de dollars ou plus, généraient en moyenne 655,7 millions de dollars de revenus d'exploitation. Ce montant est de 27 % plus élevé que les 516,7 millions de dollars

Note aux lecteurs

L'application de la Loi sur les déclarations des personnes morales relève de Statistique Canada, sous l'autorité du ministre de l'Industrie. La Loi a pour objet la collecte de données sur la situation financière et sur la propriété des sociétés qui exercent des activités commerciales au Canada, et l'utilisation de ces données en vue d'évaluer l'ampleur du contrôle des non-résidents sur l'économie des sociétés canadiennes ainsi que les effets qui s'y rattachent.

En vertu de la Loi sur les déclarations des personnes morales, un rapport faisant la synthèse de la portée du contrôle étranger dans l'économie canadienne doit être présenté chaque année au Parlement. Le présent document diffusé aujourd'hui constitue le rapport en question pour l'année de référence 2005.

Les mesures du contrôle étranger fondées sur l'actif livrent une perspective à plus long terme. L'actif est un élément de stocks et rend compte des décisions économiques et des conditions du marché dont l'évolution dans le temps est plus lente. Les mesures fondées sur les revenus, par ailleurs, correspondent à un élément de flux et comportent un lien plus étroit avec le cycle commercial. Les revenus ont tendance à rendre compte de la situation actuelle des entreprises et sont par conséquent plus instables que les mesures fondées sur l'actif. Les bénéfices sont une mesure de la santé financière et du bien-être d'une économie et peuvent être utilisés pour évaluer le rendement et la durabilité de cette dernière. Les trois mesures présentent un intérêt et font partie du présent rapport.

de revenus d'exploitation qu'affichent en moyenne les grandes sociétés sous contrôle canadien.

Le contrôle étranger se concentre dans le secteur non financier de l'économie canadienne, particulièrement lorsqu'il est mesuré selon les revenus d'exploitation. Cette situation est attribuable en partie aux règlements plus stricts régissant le contrôle étranger dans le secteur de la finance et des assurances et, plus particulièrement, dans le secteur bancaire.

En 2005, 64,7 % de l'actif des sociétés sous contrôle étranger, 93,2 % des revenus d'exploitation générés par les sociétés sous contrôle étranger et 78,7 % des bénéfices d'exploitation réalisés par les sociétés sous contrôle étranger provenaient du secteur non financier.

Le secteur non financier connaît récemment une stabilité relative sur le plan du contrôle étranger

En 2005, pour une deuxième année d'affilée, les sociétés sous contrôle étranger ont été à l'origine de 30,7 % des revenus d'exploitation du secteur non financier.

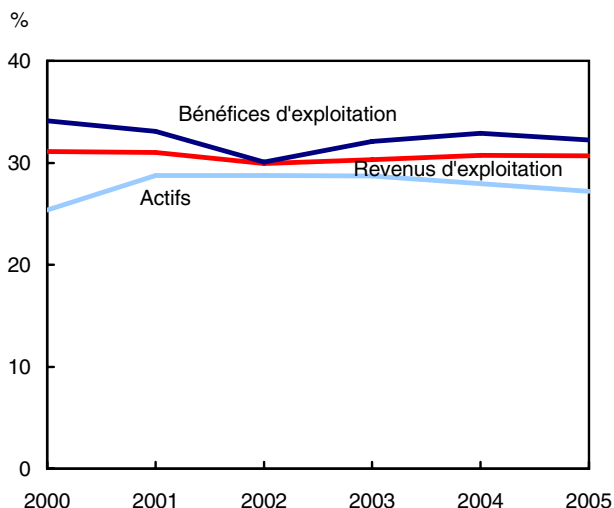
En fait, depuis 2000, la part des revenus d'exploitation sous contrôle étranger a été relativement constante, oscillant autour de 30 %.

En ce qui concerne l'actif, les sociétés sous contrôle étranger possédaient 27,2 % de l'actif du secteur non

financier en 2005. Cette situation a peu changé depuis 2001.

Les sociétés du secteur non financier ont obtenu des bénéfices d'exploitation inégalés de 186,2 milliards de dollars en 2005, en hausse de 17,2 %, grâce à des revenus d'exploitation importants (2,6 billions de dollars).

La part des revenus d'exploitation sous contrôle étranger continue d'osciller autour de 30 % dans le secteur non financier



L'économie était vigoureuse, les prix du carburant ayant fait en sorte que les bénéfices dans le secteur pétrolier et gazier atteignent des sommets inégalés. De plus, l'augmentation des prix des minéraux a rehaussé les bénéfices du secteur minier, et les dépenses importantes des consommateurs ont alimenté les bénéfices du secteur du commerce de détail. L'essor immobilier a fait augmenter les bénéfices de la construction encore davantage.

Les bénéfices d'exploitation des sociétés sous contrôle canadien du secteur non financier se sont accrus plus rapidement que ceux des sociétés sous contrôle étranger en 2005. Pour ce qui est des sociétés sous contrôle canadien, leurs bénéfices ont atteint 126,2 milliards de dollars, soit un accroissement de 19,6 milliards de dollars ou de 18,3 %. Chez les sociétés du secteur non financier sous contrôle étranger, les bénéfices ont atteint 60,0 milliards de dollars, ce qui constitue une hausse de 7,7 milliards de dollars ou de 14,8 %.

En raison de la montée en flèche des prix du carburant, l'essentiel de la croissance peut être attribuable à une hausse affichée dans le secteur des

ressources. À mesure que s'élevaient les prix du pétrole et du gaz, une augmentation correspondante des revenus pétroliers et gaziers se produisait. En 2005, ils ont grimpé de 23,7 milliards de dollars pour atteindre 140,4 milliards de dollars. Les sociétés sous contrôle canadien représentaient près des deux tiers de cette augmentation.

Dans le secteur pétrolier et gazier, cette situation s'est traduite par une hausse appréciable des bénéfices, tant pour les sociétés sous contrôle canadien, dont l'accroissement s'est établi à 5,0 milliards de dollars, que pour les sociétés sous contrôle étranger, qui ont réalisé une progression de 4,5 milliards de dollars.

Les bénéfices des sociétés sous contrôle étranger ont également été stimulés par le secteur de la fabrication (+1,2 milliard de dollars), par le commerce de gros (+736 millions de dollars) et par le secteur des transports (+678 millions de dollars).

Les sociétés sous contrôle canadien ont aussi connu des augmentations de bénéfices dans l'industrie de l'information et de la culture (+4,0 milliards de dollars), les services publics (+2,0 milliards de dollars), les transports (+1,6 milliard de dollars) et dans le commerce de détail (+1,6 milliard de dollars).

La présence américaine est la plus forte en fabrication

Les sociétés sous contrôle américain continuent de loin d'être le joueur étranger dominant du secteur non financier de l'économie canadienne.

En 2005, elles représentaient 68,5 % de l'ensemble de l'actif sous contrôle étranger dans le secteur non financier. Il s'agit d'une légère baisse comparativement au sommet de 70,7 % atteint en 2002, mais d'une hausse comparativement à la part de 64,1 % obtenue en 2000.

La présence des États-Unis s'est fait le plus remarquer dans le secteur de la fabrication. Une proportion de 46,0 % de l'ensemble de l'actif sous contrôle américain dans le secteur non financier était détenu par des fabricants sous contrôle américain. Il s'agissait de la proportion la plus élevée du secteur non financier.

Les sociétés sous contrôle américain étaient les plus vigoureuses dans la fabrication automobile, l'industrie pharmaceutique, la fabrication de produits de haute technologie et la fabrication d'aliments et de boissons.

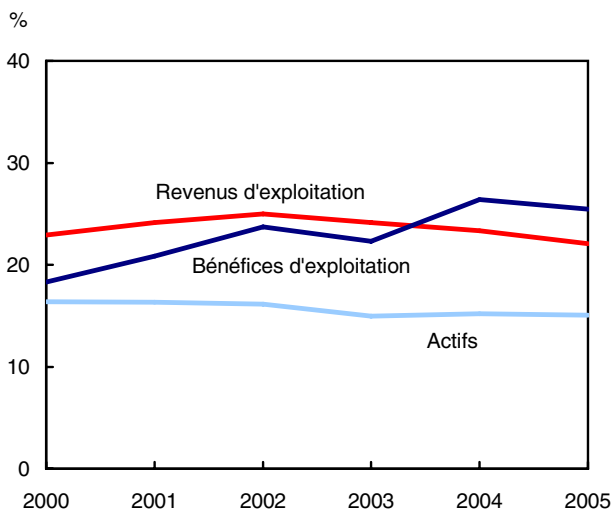
Augmentation de la part des bénéfices d'exploitation sous contrôle étranger dans le secteur de la finance et des assurances

Dans le secteur de la finance et des assurances, l'augmentation de l'actif des sociétés sous contrôle

canadien a été légèrement plus élevée en 2005. La valeur de l'actif sous contrôle canadien a augmenté de 4,8 %, ou de 101,4 milliards de dollars en 2005, comparativement à 3,4 % ou à 13,0 milliards de dollars pour l'actif sous contrôle étranger.

Depuis 2000, l'actif des sociétés sous contrôle canadien a augmenté de 38,9 %, comparativement à seulement 25,9 % pour celui des sociétés sous contrôle étranger du secteur de la finance et des assurances.

La part des bénéfices d'exploitation sous contrôle étranger est à la hausse dans le secteur de la finance et des assurances



Les bénéfices des sociétés du secteur de la finance et des assurances se sont accrus de 8,6 % pour atteindre un sommet de 63,7 milliards de dollars en 2005. Cet accroissement a été principalement mené par l'industrie des banques ainsi que par d'autres industries financières notamment les intermédiaires financiers et l'industrie des valeurs mobilières.

Récemment, la croissance des bénéfices a été la plus forte pour les sociétés sous contrôle étranger. Depuis 2000, la part de leurs bénéfices a augmenté d'environ 7 points de pourcentage pour s'établir à 25,5 % dans le secteur de la finance et des assurances.

Données stockées dans CANSIM : tableau 179-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2503.

Le rapport *La Loi sur les déclarations des personnes morales, 2005* (61-220-XWF, gratuit) est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir des renseignements généraux ou pour commander des données, communiquez avec les Services à la clientèle en composant sans frais le 1-888-811-6235 ou avec Louise Noel au 613-951-2604 (louise.noel@statcan.ca). Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec David Sabourin au 613-951-3735 (david.sabourin@statcan.ca), Division de l'organisation et des finances de l'industrie. ■

Régimes de pension d'employeurs (caisses de retraite en fiducie)

Quatrième trimestre de 2006

La valeur marchande de l'actif des caisses de retraite en fiducie a bondi à la fin de 2006 et a clôturé l'année à 915 milliards de dollars.

L'actif des caisses, qui avait baissé de 2,1 % plus tôt en 2006, a rebondi de 7,0 % au dernier trimestre. La valeur des caisses en fin d'année a été en progression constante après être tombée à son niveau le plus bas, soit à 532 milliards de dollars, au premier trimestre de 2003.

À la fin de 2006, les actions et les fonds d'actions représentaient 41,0 % de l'actif des caisses de retraite; les obligations et les fonds obligataires, 32,3 %; le marché immobilier, 6,1 %; les placements à court terme, 2,9 %; les hypothèques, 1,4 % et les autres éléments d'actif, 15,8 %.

Les avoirs canadiens formaient 69,5 % de l'actif total des caisses. La part des placements en avoirs étrangers, qui était de 25,6 % un an plus tôt, est passée à 30,5 %.

Les revenus des caisses de retraite en fiducie ont atteint un sommet de 32,6 milliards de dollars au quatrième trimestre, surtout en raison de l'augmentation du revenu de placements et du rendement de l'achat et de la vente d'actions. Bien que les dépenses aient également augmenté (+6,6 %), le revenu net a doublé par rapport au trimestre précédent et s'est établi à 22,1 milliards de dollars.

Dans la comparaison d'une année à l'autre, les revenus se sont chiffrés à 109,4 milliards de dollars en 2006, soit 15,6 % de plus qu'en 2005. La hausse de 9,5 % des dépenses est attribuable à l'augmentation constante des prestations versées aux retraités. Le revenu net de 69,3 milliards de dollars est supérieur de 19,5 % à celui enregistré en 2005.

Au quatrième trimestre, les cotisations ont progressé de 10,9 % et ont atteint 8,5 milliards de dollars, dont 5,6 milliards de dollars provenaient des employeurs. Les cotisations des employeurs ont considérablement augmenté au cours des cinq dernières années, partiellement en raison d'importants paiements spéciaux visant le passif non provisionné. Les cotisations ont plus que doublé, passant de 10,4 milliards de dollars en 2001 à plus de 25,4 milliards de dollars en 2006.

En 2006, les cotisations annuelles, à savoir celles des employeurs et des employés, se sont chiffrées à 35,9 milliards de dollars, en hausse de 16,3 % par rapport aux cotisations de 30,8 milliards de dollars inscrites en 2005. Les cotisations annuelles dépassent les prestations versées aux retraités depuis 2003.

Des 5,7 millions de travailleurs canadiens cotisant à un régime de pension d'employeur, environ 4,6 millions

participaient à des caisses de retraite en fiducie en 2006. L'autre million de travailleurs cotisant à un régime de pension d'employeur sont couverts par le Trésor du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux ou encore par des contrats avec des sociétés d'assurances ou des rentes du gouvernement du Canada.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 280-0002 à 280-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2607.

Pour obtenir plus de renseignements au sujet des résultats de l'enquête et des produits et services connexes ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-7355 ou composez sans frais le 1-888-297-7355 (revenu@statcan.ca), Division de la statistique du revenu. Télécopieur : 613-951-3012. ■

Tarifs aériens

2004 (données provisoires)

En 2004, le tarif aérien moyen intérieur et international (tous les types de tarifs) payé par les passagers s'est établi à 250 \$, en hausse de 1,4 % par rapport aux 247 \$ enregistrés en 2003. Cette hausse fait suite au fort recul annuel observé entre 2002 et 2003 (-11,8 %).

Le tarif aérien moyen intérieur (tous les types de tarifs) payé par les passagers s'est chiffré à 181 \$ en 2004, en baisse de 2,4 % par rapport à 185 \$ en 2003. Cette deuxième diminution annuelle consécutive tend à ramener le tarif aérien moyen intérieur au niveau le plus faible constaté au cours des 10 dernières années, soit au tarif de 177 \$ enregistré en 1996.

Le tarif aérien moyen international (tous les types de tarifs) s'est établi à 362 \$ en 2004. Ce tarif est au même niveau que celui enregistré en 1998, mais il est toutefois supérieur de 1,0 % au niveau inscrit en 2000 (359 \$). (Les données sur les tarifs aériens pour le secteur international pour la période de 2001 à 2003 ne pouvaient être divulguées pour des raisons de confidentialité.)

En 2004, 97,2 % des passagers se sont prévalus de tarifs réduits pour les vols intérieurs et internationaux réguliers, soit un sommet, en hausse de 1,8 point de pourcentage par rapport au niveau enregistré en 2003 (95,4 %) et de 1,5 point de pourcentage par rapport au sommet antérieur atteint en 2002 (95,7 %).

Pour les vols intérieurs réguliers, 96,1 % des passagers ont voyagé à prix réduit en 2004, soit un niveau record. Il s'agissait d'une progression

de 2,7 points de pourcentage par rapport à 2003 (93,4 %).

Pour les vols internationaux réguliers, 99,0 % des passagers se sont prévalus de tarifs réduits. En 2000, soit la dernière année pour laquelle ce chiffre pouvait être diffusé, les passagers voyageant à prix réduit représentaient 94,6 % de l'ensemble du trafic international.

Il est maintenant possible de consulter les estimations provisoires de 2004. L'Enquête sur la base tarifaire porte sur les transporteurs aériens canadiens de niveau I, qui comprennent le Groupe Air Canada (Air Canada, Jazz, Zip et les partenaires régionaux en partage de codes) ainsi qu'Air Transat et WestJet.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2708.

Les données sur la base tarifaire paraîtront dans la publication *Aviation : bulletin de service*, vol. 39, n° 3 (51-004-XIF, gratuite), laquelle sera diffusée sous peu.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Sylvain Ouellet au 613-951-2779 (aviationstatistics@statcan.ca) ou avec Lisa Di Piéto au 613-951-0146 (aviationstatistics@statcan.ca), Division des transports. Télécopieur : 613-951-0010. ■

Statistiques laitières

Avril 2007 (données provisoires)

Les producteurs laitiers ont vendu 627 160 kilolitres de lait et de crème aux laiteries en avril, en hausse de 0,5 % par rapport à avril 2006. Les ventes de lait pour la consommation ont totalisé 241 770 kilolitres, tandis que les ventes de lait industriel ont atteint 385 390 kilolitres. Le lait industriel est utilisé dans la fabrication du beurre, du fromage, du yogourt, de la crème glacée, de la poudre de lait et du lait concentré.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 3430, 3431 et 3432.

Le numéro du deuxième trimestre de 2007 de la publication *Statistiques laitières*, vol. 2, n° 2 (23-014-XWF, gratuite), paraîtra en août.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Mark Elward au 613-951-8715 ou composez sans frais le 1-800-465-1991, Division de l'agriculture. Télécopieur : 613-951-3868. ■

Produits pétroliers raffinés

Avril 2007 (données provisoires)

Il est maintenant possible de consulter les données d'avril sur la production, les stocks et les ventes intérieures des produits pétroliers raffinés. D'autres données choisies sur ces produits sont aussi offertes.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2150.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 (energ@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Transport et distribution de gaz naturel

Février 2007

Il est maintenant possible de consulter les données de février sur le transport et la distribution du gaz naturel.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 129-0001 à 129-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2149.

Pour commander des données, pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 (energ@statcan.ca), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Nouveaux produits

La Loi sur les déclarations des personnes morales, 2005

Numéro au catalogue : 61-220-XWF
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

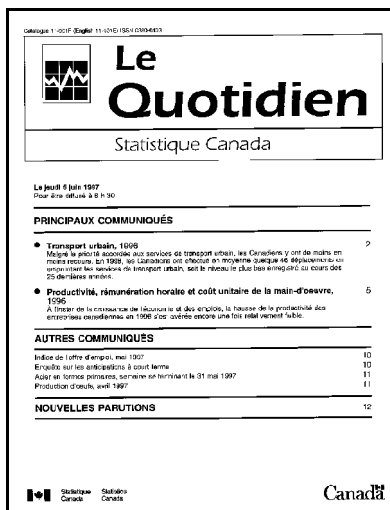
- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1-800-267-6677**
Pour les autres pays, composez le : **1-613-951-2800**
Pour envoyer votre commande par télécopieur, composez le : **1-877-287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte, composez le : **1-877-591-6963**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 6 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2007. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.